Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2017 : excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Le mois de janvier 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 1,1 milliard en janvier 2016. Les revenus ont augmenté de 1,9 milliard (7,1 %), en raison de la croissance de la plupart des sources de revenus, notamment l'impôt sur le revenu des sociétés et la taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont augmenté de 1,8 milliard (7,7 %), sous l'effet de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (5,9 %), en raison surtout de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2016 à janvier 2017 : déficit budgétaire de 12,8 milliards de dollars

Pour la période d'avril 2016 à janvier 2017 de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 12,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 4,3 milliards pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont peu changé, augmentant de 6 millions, du fait que la hausse des revenus fiscaux a été compensée par la baisse des revenus de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 18,5 milliards (8,7 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard (6,9 %), en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur l'encours de la dette portant intérêt.

Janvier 2017

Le mois de janvier 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 1,1 milliard en janvier 2016.

Les revenus ont totalisé 28,7 milliards de dollars en janvier 2017, en hausse de 1,9 milliard (7,1 %) par rapport à janvier 2016.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (24,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (17,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (25,3 %). Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 1,0 milliard (36,4 %), en raison des variations des dates de cotisations. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 26 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 13 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 13 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars (11,3 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,1 %).

Les charges de programmes ont totalisé 25,6 milliards de dollars en janvier 2017, en hausse de 1,8 milliard (7,7 %) par rapport à janvier 2016.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (12,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les

prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard (10,3 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard (31,5 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,9 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, qui ont été partiellement compensées par la hausse de l'abattement d'impôt du Québec.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (6,2 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont peu changé, augmentant de 0,1 milliard de dollars (1,6 %), en raison surtout de l'effet compensatoire des augmentations et des diminutions constatées dans les différents ministères.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (9,7 %), principalement sous l'effet de l'augmentation des charges des sociétés d'État et des coûts liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (5,9 %), en raison surtout de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2016 à janvier 2017

La période d'avril 2016 à janvier 2017 de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 12,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 4,3 milliards pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont augmenté de 6 millions de dollars.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,8 milliard de dollars (0,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (4,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (6,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (2,3 %), en raison surtout d'une augmentation de 1,1 milliard des revenus tirés de la TPS, qui est attribuable aux variations des dates de cotisations. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, tandis que les taxes sur l'énergie et les autres taxes et droits d'accise ont tous deux diminué de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,5 %).
- Les autres revenus ont diminué de 1,8 milliard de dollars (7,5 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Pour la période d'avril 2016 à janvier 2017, les charges de programmes ont totalisé 231,3 milliards de dollars, en hausse de 18,5 milliards (8,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

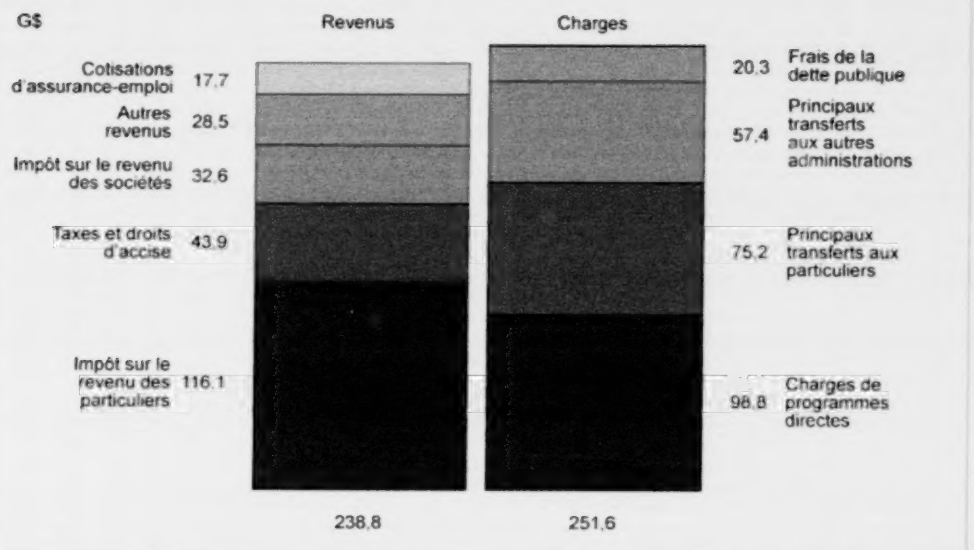
- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 6,6 milliards de dollars (9,6 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,2 milliards (5,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations

d'assurance-emploi ont augmenté de 1,1 milliard (7,1 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 3,2 milliards (21,6 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (4,4 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 9,5 milliards de dollars (10,7 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 5,4 milliards de dollars (21,1 %) sous l'effet de différents facteurs, dont le remboursement anticipé de contributions effectué par Pratt & Whitney Canada en 2015-2016, qui a fait diminuer les paiements de transfert au cours de cet exercice, ainsi que l'augmentation des transferts au titre des réclamations payées et du financement de l'infrastructure au cours du présent exercice.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 4,1 milliards de dollars (6,5 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des charges des sociétés d'État, des charges de fonctionnement de la Défense nationale et des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars (6,9 %), en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2016 à janvier 2017)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 19,4 milliards de dollars d'avril 2016 à janvier 2017

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 12,8 milliards de dollars et des besoins financiers de 6,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2016 à janvier 2017 s'est soldée par des besoins financiers de 19,4 milliards, comparativement à des besoins financiers de 17,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 27,2 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 19,4 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 7,7 milliards en augmentant la dette non échue de 27,2 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de janvier 2017, les soldes de trésorerie s'élevaient à 45,6 milliards de dollars, soit 4,6 milliards de moins qu'à la fin de janvier 2016.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2016	**2017**	**2015-2016**	**2016-2017**
Opérations budgétaires				
Revenus	26 775	28 664	238 839	238 845
Charges				
Charges de programmes	-23 732	-25 564	-212 766	-231 289
Frais de la dette publique	-1 973	-1 857	-21 805	-20 307
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 070	1 243	4 268	-12 751
Opérations non budgétaires	-629	5 371	-21 539	-6 658
Ressources ou besoins financiers	441	6 614	-17 271	-19 409
Variation nette dans les activités de financement	10 752	282	39 466	27 153
Variation nette dans l'encaisse	11 193	6 896	22 195	7 744
Encaisse à la fin de la période			50 146	45 590

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Janvier			Avril à janvier		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	13 545	13 741	1,4	116 843	116 074	-0,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 907	3 608	24,1	31 330	32 634	4,2
Impôt sur le revenu des non-résidents	1 080	1 273	17,9	5 519	5 900	6,9
Total des impôts sur le revenu	17 532	18 622	6,2	153 692	154 608	0,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 778	3 789	36,4	28 654	29 756	3,8
Taxes sur l'énergie	455	481	5,7	4 756	4 697	-1,2
Droits de douane à l'importation	440	453	3,0	4 447	4 518	1,6
Autres taxes et droits d'accise	428	415	-3,0	5 073	4 962	-2,2
Total des taxes et droits d'accise	4 101	5 138	25,3	42 930	43 933	2,3
Total des revenus fiscaux	21 633	23 760	9,8	196 622	198 541	1,0
Cotisations d'assurance-emploi	2 750	2 439	-11,3	17 772	17 683	-0,5
Autres revenus	2 392	2 465	3,1	24 445	22 621	-7,5
Total des revenus	26 775	28 664	7,1	238 839	238 845	0,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 865	4 077	5,5	37 706	39 924	5,9
Prestations d'assurance-emploi	2 127	2 347	10,3	15 980	17 111	7,1
Prestations pour enfants	1 464	1 925	31,5	14 914	18 128	21,6
Total	7 456	8 349	12,0	68 600	75 163	9,6
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 836	3 006	6,0	28 354	30 056	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	10 799	11 123	3,0
Total	3 916	4 118	5,2	39 153	41 179	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 703	1 750	2,8	17 562	18 090	3,0
Villes et collectivités du Canada	28	298	964,3	1 910	2 064	8,1
Abattement d'impôt du Québec	-148	-398	168,9	-3 710	-3 979	7,3
Total	5 499	5 768	4,9	54 915	57 354	4,4
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	114	131	14,9	962	1 047	8,8
Emploi et Développement social Canada	890	1 248	40,2	4 858	5 900	21,4
Affaires mondiales Canada	396	595	50,3	2 402	2 832	17,9
Santé Canada	290	345	19,0	2 553	2 714	6,3
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	1 248	892	-28,5	5 922	6 911	16,7
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	169	221	30,8	753	2 597	244,9
Autres	1 506	1 255	-16,7	8 248	9 111	10,5

Total	4 613	4 687	1,6	25 698	31 112	21,1
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	597	706	18,3	7 013	7 699	9,8
Défense nationale	1 856	1 940	4,5	18 711	19 808	5,9
Tous les autres ministères et organismes	3 711	4 114	10,9	37 829	40 153	6,1
Total des autres charges de programmes directes	6 164	6 760	9,7	63 553	67 660	6,5
Total des charges de programmes directes	10 777	11 447	6,2	89 251	98 772	10,7
Total des charges de programmes	23 732	25 564	7,7	212 766	231 289	8,7
Frais de la dette publique	1 973	1 857	-5,9	21 805	20 307	-6,9
Total des charges	25 705	27 421	6,7	234 571	251 596	7,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2016	2017	2015-2016	2016-2017
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 070	1 243	4 268	-12 751
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-529	-274	-3 560	-3 500
Autres activités d'investissement	208	-404	-5 939	-7 544
Régimes de retraite et autres passifs	564	760	4 041	6 479
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	1 344	4 943	-4 827	1 146
Opérations de change	-2 508	236	-14 772	-6 260
Amortissement des immobilisations corporelles	292	110	3 518	3 021
Total des autres activités	-872	5 289	-16 081	-2 093
Total des opérations non budgétaires	-629	5 371	-21 539	-6 658
Ressources ou besoins financiers	441	6 614	-17 271	-19 409

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2016	**2017**	**2015-2016**	**2016-2017**
Ressources ou besoins financiers	441	6 614	-17 271	-19 409
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	9 111	7 223	17 198	33 740
Bons du Trésor	500	-3 900	12 100	-4 900
Titres au détail	55	-743	-562	-494
Total	9 666	2 580	28 736	28 346
Emprunts en devises	419	-87	3 835	530
Total	10 085	2 493	32 571	28 876
Réévaluation de swaps de devises	574	-1 995	6 376	-2 036
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	106	-191	722	592
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-13	-25	-203	-279
Variation nette dans les activités de financement	10 752	282	39 466	27 153
Variation dans l'encaisse	11 193	6 896	22 195	7 744

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	31 janvier 2017	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	128 074	221
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	537 808	33 740
Bons du Trésor	138 100	133 200	-4 900
Titres au détail	5 076	4 582	-494
Total partiel	647 244	675 590	28 346
Payable en devises	22 482	23 012	530
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	6 355	-2 036
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 639	592
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 768	-279
Total de la dette non échue	688 211	715 364	27 153
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 780	-447
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	92 127	6 446
Autres passifs	5 602	6 082	480
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	249 989	6 479
Total de la dette portant intérêt	931 721	965 353	33 632
Total des passifs	1 059 574	1 093 427	33 853
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	154 688	161 508	6 820
Comptes d'opérations de change	93 539	99 799	6 260
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	125 462	9 505
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	388 408	22 585
Dette nette	693 751	705 019	11 268
Actifs non financiers	77 765	78 244	479
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	626 775	10 789

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 janvier 2017 inclut des gains de 2,0 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2016 à janvier 2017.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Mars 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2017)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134